

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Progaffed et appui matériel pour l'autonomisation des femmes

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

PARMI les activités liées à la célébration de la Journée nationale de la femme, il y a le lancement samedi, du Programme gabonais de qualification des femmes au foyer en entrepreneurs digitales (Progaffed) et l'appui en matériel aux organisations reconnues pour leur engagement dans la transformation des produits agricoles.

Le ministre des Affaires sociales et des Droits de la femme, Prisca Koho-Nlend a voulu, loin des discours, inscrire dans le concret les nombreux projets que conduit le gouvernement pour autonomiser les femmes gabonaises. Pour elle, la volonté des femmes est nécessaire pour

que le Progaffed soit couronné de succès. C'est dire que par ces deux actions, le gouvernement s'applique à concrétiser la vision du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, qu'accompagne inlassablement son épouse Sylvia Bongo Ondimba, à travers la stratégie Gabon-Egalité. Il a été aussi question de coller à la raison ayant motivé la création de cette journée en 1998. À savoir : promouvoir les activités socio-économiques de la femme et susciter le leadership féminin. Au sujet du Progaffed lancé à l'hôtel Nomad (Akanda), il s'agira de former 48 formateurs qui vont, à leur tour, former 10 000 femmes au foyer en entrepreneures digitales. Mme Gisèle Akoghet, ministre délégué auprès du ministre d'État en charge de l'Économie numérique, a expliqué que dans des pays comme

le Rwanda ou la Tanzanie, le digital participe à la constitution du PIB et "les femmes ne sauraient rester en marge de tout cela. Nous devons être au cœur du développement". Autrement dit, outiller les femmes à l'utilisation et à la maîtrise du digital en vue de promouvoir leurs activités économiques et vendre ainsi leurs produits à travers le numérique.

Mme Prisca Koho-Nlend a, en seconde heure, sur l'esplanade du ministère des Affaires sociales, offert du matériel pour accroître la production, la transformation des produits agricoles. Emballages, petites machines à découper, à sceller les aliments secs transformés ont été offerts aux organisations comme l'Union de transformation des produits agricoles, Ndekamambo, Dynamique Magnang, etc.



Photo: DR

Une démonstration de la transformation des aliments légumes.

Quid de l'accompagnement de l'État ?

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

DE plus en plus de femmes au Gabon souhaitent prendre leur envol en créant des entreprises. L'entrepreneuriat étant pour elles un choix pertinent de carrière, d'indépendance, de liberté et d'émancipation. Sauf que cette voie est parsemée d'embûches.

En effet, les femmes font face à de nombreuses difficultés dans leur quête de l'auto-emploi. Même si la société bouge positivement pour elles, créer leurs propres entreprises reste un grand challenge qui nécessite des moyens multiformes et l'accompagnement de l'État. Il est donc urgent pour le gouvernement et les partenaires au développement d'investir dans les initiatives en faveur de la création des très petites et moyennes entreprises/industries (TPME/TPMI) portées par les femmes, afin de susciter une croissance inclusive et partagée, gage d'un développement humain et économique durable et viable.

Malgré la création, entre autres, de l'ANPI, beaucoup reste encore à faire.

Même si l'adoption d'un plan décennal pour l'autonomisation de la femme gabonaise et la création de nombreuses structures dédiées à l'entrepreneuriat, dont l'Agence nationale de la promotion des investissements du Gabon (ANPI/Gabon) pour faciliter la création d'entreprises ou encore le Fonds Okoumé capital pour le financement témoigne de la vision du gouvernement à promouvoir l'entrepreneuriat en général et l'autonomisation de la femme en particulier, il reste encore beaucoup à faire.

Les femmes entrepreneurs doivent être encouragées en leur facilitant, entre autres, l'accès au

marché international, en favorisant la formation des femmes entrepreneurs, en structurant leurs projets, en leur octroyant des subventions, mais surtout en leur facilitant la création d'entreprises.

La trop timide participation du gouvernement au développement de l'entrepreneuriat féminin est perceptible et freine évidemment le décollage économique.

Les plus hautes autorités devraient davantage vulgariser les PME tenues par les femmes et mettre en place des réseaux d'affaires et sociaux pour leur permettre de bénéficier de formations riches.

Photo: Maxime Serge Mhindoou/L'Union



Le numérique, clé de voûte

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

DANS un contexte de ralentissement économique, la pandémie de Covid-19 a accentué la course vers le numérique. De nombreuses entreprises et consommateurs ont dû passer au virtuel pour essayer d'atténuer les effets de la crise dans leurs secteurs d'activité. Parmi celles-ci, on dénombre les initiatives détenues par les femmes pour lesquelles le commerce électronique a été la solution.

Ainsi, à travers les réseaux sociaux (Facebook et WhatsApp, notamment), plusieurs d'entre elles ont réussi à vendre leurs produits depuis leurs domiciles. C'est le cas de nombreuses Gabonaises qui détiennent actuellement des pages de vente de vêtements et de produits cosmétiques en ligne. Pour elles, le commerce électronique est la clé de voûte qui les aide à sortir du marasme économique lié au Covid-19. Le secteur de la restauration est lui aussi parmi les plus touchés. Pour les responsables des restaurants, la transition vers le numérique est une opportunité constituant une alternative non seulement pour augmenter le



Photo: DR/L'Union

Le numérique regorge de plusieurs opportunités qui ne demandent qu'à être explorées et encadrées par les pouvoirs publics.

chiffre d'affaires, mais aussi pour opérer en respectant les mesures barrières, notamment à travers la digitalisation des menus. Laquelle est également synchronisée au service de livraison à domicile.

En plus, le numérique a su se montrer indispensable dans les domaines administratif et éducatif avec le télétravail pour les entreprises et l'enseignement à distance. Lequel d'ailleurs a aidé le gouvernement gabonais à sauver l'année scolaire au tout début de la pandémie.

Ce qui veut dire que le numérique regorge de plusieurs opportunités qui ne demandent qu'à être explorées et encadrées par les pouvoirs publics.